

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1888 - 9 juin 1994 - 4 F

D 1888 MEXIQUE : L'ÉNIGME "SOUS-COMMANDANT MARCOS"

Après une longue période d'hésitations, les pourparlers entre le représentant du gouvernement et les délégués du Comité clandestin révolutionnaire indien du Chiapas semblent repartir (cf. DIAL D 1881). Les supputations continuent d'aller bon train sur l'identité du célèbre sous-commandant Marcos de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN), branche armée alliée au Comité clandestin révolutionnaire indien - commandement général (CCRI-CG). En effet le personnage, toujours en cagoule dans ses apparitions publiques, est un Blanc et non un Indien, ce qui contribue à faire du soulèvement du Chiapas un événement partiellement énigmatique. Des hypothèses ont circulé dès le début du soulèvement, dont aucune n'a acquis de crédibilité.

Les services spéciaux du gouvernement sont évidemment actifs en la matière. En avril dernier des bruits insistants - ballon d'essai, intoxication ou campagne ciblée? - ont mis en cause les jésuites du Mexique. A l'examen, il apparaît que cette campagne d'opinion publique n'est pas innocente. Elle vise plusieurs objectifs: - relancer la polémique politique sur la théologie de la libération; - focaliser l'offensive sur la Compagnie de Jésus déjà fortement visée dans le passé au Guatemala, au Nicaragua et en El Salvador; - gêner la médiation de Mgr Samuel Ruiz García, évêque de San Cristobal de Las Casas au Chiapas, dans les négociations gouvernement CCRI-CG-EZLN; - et, probablement, vérifier les réactions hiérarchiques de l'Église catholique après sa récente reconnaissance constitutionnelle.

Dossier ci-dessous, tiré de **ALAI** du 4 mai 1994.

Note DIAL

LES JÉSUITES EN PROCÈS CONTRE LE GROUPE DE PRESSE "TELEVISA"

Afin de "*faire la vérité et obtenir justice*", la Compagnie de Jésus au Mexique a décidé de déposer plainte contre la publication Summa du groupe Televisa "*pour divulgation fautive et diffamatoire de l'information selon laquelle le P. Jerónimo Hernández est le sous-commandant Marcos*" de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN).

Cette publication, dont le président-directeur général est Jacobo Zabudovsky et le directeur José Antonio Pérez Stuart, a donné l'information le 8 avril dans un article de présentation d'un rapport, prétendument secret d'État, au terme d'une enquête menée par le gouvernement fédéral sous le nom de code "Opération identité". Summa fonde son affirmation sur le fait que le religieux en question a été envoyé au Chiapas il y a quatre ans et que, depuis deux ans, on ignore où il se trouve; par ailleurs, selon la publication, il y a une grande ressemblance physique entre lui et le porte-parole des insurgés zapatistes, ainsi qu'un détail important: à la commissure du sourcil et de la paupière de l'oeil droit, tous les deux ont une cicatrice venant d'un bouton ou d'un grain de beauté.

Les jésuites ont répliqué en déclarant que Jerónimo Hernández a été envoyé depuis deux ans à Campeche pour travailler au milieu des réfugiés guatémaltèques, et cela avec l'autorisation de ses supérieurs hiérarchiques; et que sa conformation physique - 1,63 m de hauteur, peau basanée et yeux bruns - ne correspond pas à la description du sous-commandant Marcos faite par le gouvernement. De plus, le détail du grain de beauté ou de la cicatrice de bouton ne s'applique pas au religieux en question.

Le 9 avril Summa a publié le démenti officiel du secrétariat de la province jésuite. Mais le même jour la publication revient à la charge: *"Le jésuite chargé de la paroisse de San Jerónimo et San Esteban a affirmé qu'il y avait des prêtres dans l'armée zapatiste"*. Il se trouve qu'aucun jésuite n'est en charge de cette paroisse. Dix jours plus tard, nouvelle offensive: *"D'après les rapports des enquêteurs officiels, le père jésuite Jerónimo Hernandez est celui qui, sous sa cagoule, se présente comme Marcos; jusqu'à preuve du contraire, il est l'homme qui correspond le plus exactement à ce personnage."*

Un autre périodique du même groupe Televisa, Ovaciones, a publié une autre information le 11 avril: *"Le sous-commandant Marcos serait un prêtre, un jésuite originaire de Puebla et l'un des élèves les plus en pointe de la théologie de la libération. Son nom: Eugenio Maurer."* Le jésuite en question est âgé de 66 ans et il a été hospitalisé à plusieurs reprises depuis deux ans pour une fracture de la jambe suite à un accident d'auto.

Dans son numéro du 16 avril, Summa publie un article, signé de Pérez Stuart et intitulé *"Les curés guérilleros: des jésuites révolutionnaires"*, dans lequel il affirme que *"des rapports des services de renseignement indiquent que, entre la guérilla communiste opérant au Chiapas et les groupes de la théologie de la libération marxiste, il existe un groupe dit de liaison qui assure la coordination entre les organisations de soutien et les groupes armés. Les prêtres jésuites adeptes de la théologie de la libération jouent un rôle important à tous les échelons de cette condamnation"*. Dans un encadré en annexe, un organigramme de la prétendue commission de liaison est reproduit pour montrer les articulations au Chiapas avec l'EZLN. Les noms des jésuites y apparaissent en gras.

Mais la Compagnie de Jésus a précisé que *"ce dont il s'agit, c'est d'une commission d'articulation avec le diocèse de Chiapas pour une meilleure organisation des aides au diocèse, mais en aucun cas à l'EZLN"*.

Une campagne orchestrée

En rendant publique sa décision d'en appeler à la justice contre la publication Summa, la Compagnie de Jésus a voulu faire savoir qu'il s'agit d' *"une campagne orchestrée de diffamation et de discrédit à l'encontre de membres de l'Église, en particulier des jésuites, que l'on cherche à lier au soulèvement armé du Chiapas"*, en spécifiant que le dépôt de plainte est dû aux raisons suivantes:

1. *Il a été gravement porté atteinte à la réputation de plusieurs de nos compagnons de façon mensongère et falsifiée. Ce ne sont pas des mensonges quelconques mais une intention inavouable que nous voulons démasquer, et dont nous exigeons réparation selon les termes de la loi. Ne pas déposer plainte serait faire preuve de complicité envers l'impunité vis-à-vis du mensonge et de la désinformation, l'une des formes les plus graves de la corruption régnante.*

2. *Il a également été gravement porté atteinte au droit constitutionnel à l'information qui est le nôtre en tant que Mexicains. La liberté d'expression porte sur la manifestation d'opinions concernant des faits, et non pas sur l'invention de faits et sur des mensonges.*

3. Il est gravement porté atteinte à la stabilité du pays par la création d'un tel climat de méfiance.

4. Des organes de renseignement du gouvernement fédéral ont été impliqués. Si ce ne sont pas eux qui ont donné aux médias cette fausse information, ils devraient la démentir; si ce sont eux, ils devraient présenter des excuses et déplacer les agents de l'État qui auraient ainsi agi de façon irresponsable. Si de telles informations provenaient effectivement du gouvernement, nous nous trouverions alors devant des actes d'espionnage envers des particuliers dont le droit à la vie privée aurait été systématiquement violé.

5. On cherche à impliquer l'Église dans le soulèvement du Chiapas sans présenter aucune preuve.

6. On cherche de la sorte à restreindre son action au cadre privé des sentiments, en lui retirant son droit - et en l'empêchant de remplir son devoir - d'aider à former les consciences dans les matières qui touchent au bien commun, c'est-à-dire la politique. Cela signifierait que les négociations sur le rétablissement du statut juridique des Églises se seraient déroulées sans perception du cadre d'action qui leur est propre, ce qui pourrait laisser entendre qu'il y a eu un malentendu ou une volonté de manipulation d'une des parties au détriment de l'autre, soit du gouvernement fédéral soit de l'Église. Une telle situation affecte gravement la mission de l'Église.

7. L'effet immédiat de cette campagne de discrédit serait ainsi de compromettre le processus de pacification du Chiapas et d'affaiblir Mgr Samuel Ruiz dans son rôle de médiateur.

Selon le provincial des jésuites, José Morales Orozco, ces faits sont l'illustration que "la tentation est grande de détourner l'attention de l'opinion publique de ce qui est le noyau du conflit fondamental dans le Mexique d'aujourd'hui: le problème de l'injustice, avec les circonstances aggravantes du mensonge, de la corruption, de l'inexistence de toute morale et crédibilité publique, ainsi que de l'absence d'une démocratie digne de l'heure présente. Il est plus facile d'inventer des coupables que de reconnaître ses propres fautes".

En décidant de porter plainte, le provincial de la Compagnie de Jésus entend montrer que celle-ci fait "le choix du droit comme moyen de parvenir à la justice. C'est pourquoi la plainte en justice contre la publication Summa n'est qu'un épisode dans cette voie dont nous n'avons pas l'intention de nous écarter. En matière de droits de l'homme il n'y a ni privilèges ni négociations ni compromis: ils sont une exigence absolue".

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)